

l'a également placé dans la position peu enviable d'agir comme « amortisseur de choc de dernier recours » pour les marchés financiers mondiaux, comme l'a si bien exposé le FMI en 2005. Dans cet article, j'ai identifié les manières par lesquelles le débiteur domestique a sélectivement décliné ce rôle, inventant des moyens plus ou moins stratégiques d'échapper à la perspective d'un endettement paralysant.

Dans un contexte d'augmentation des sans-abri, de chômage de masse et de restriction du crédit, le défaut stratégique, l'intrusion et l'évasion de la dette sont autant de solutions pratiques pour transférer en retour le risque au secteur financier. Ce phénomène ne doit pas être sur-interprété comme constituant une position politique parfaitement structurée; il ne doit pas non plus être sur-romancé comme étant nécessairement progressiste – le désinvestissement affectif manifesté par les défaillants stratégiques peut être théoriquement récupéré aussi bien par des positions critiques qu'ultraconservatrices²⁷. Et pourtant, ce phénomène est significatif, surtout lorsque l'on considère le rôle central du ménage américain sur les marchés financiers mondiaux. Dans son étude classique sur la défection et la représentation politiques, *Exit and Voice*, Albert O. Hirschman fait les remarques suivantes sur la singularité de la sortie et de la fuite (*exit*) dans le contexte américain :

« De la même manière que la banque centrale d'un pays est le prêteur en dernier recours, les États-Unis ont longtemps été le « pays de dernier recours ». Pour la plupart de ses citoyens – à l'exception notable de ceux dont les ancêtres sont venus en tant qu'esclaves – la sortie du pays (*exit*) a longtemps été impensable²⁸ ».

Comme le suggère la mise en garde de Hirschman, pour ceux qui n'ont été inclus que récemment et de manière conditionnelle dans le « rêve américain » de la finance démocratisée, la sortie du contrat social de la dette et du rachat peut devenir non seulement pensable, mais aussi inévitable.

Traduit de l'anglais (américain) par Priscilla De Roo

La logique sociale de la dérivation financière

Randy Martin

Que faudrait-il penser si la connaissance était désormais dans une telle abondance qu'elle ne pourrait plus être totalement utilisée, absorbée, appliquée, que son excédence pourrait générer des crises, des catastrophes et des désastres¹? Que penser si le surplus agrégé des connaissances, l'inconnu, agissait comme une force en soi au-delà de tous les domaines particuliers d'expertise? De la même façon que les diverses formes de détritisme imposent une prise de conscience de notre co-présence planétaire, de même les excès de connaissance imposent-ils le sens d'une dette mutuelle s'étendant au-delà des sphères séparées par la spécialisation d'une division du travail bien ordonnée. Même si l'inconnu résultant du surplus de production de connaissances échappe à la mesure, comment pouvons-nous comprendre les manières dont il forme, connecte, distribue nos habitudes d'être ensemble?

Finance, connaissances et richesse des sociétés

La connaissance peut être étendue comme une sorte de crédit, une promesse sur l'avenir, mais l'inconnu circule comme une sorte de dette, une façon de nous trouver impliqués dans les activités et les vies les uns des autres. Je cherche ici à repenser la relation entre les manières contemporaines de créer de la richesse et de comprendre nos sociétés, en partant de ce qui a

²⁷ J'ai écrit cet article à une époque où le Tea Party était à l'ascendant. Aujourd'hui, ce qui était autrefois une stratégie de défaut largement passive et non organisée semble avoir été activement adopté par les mouvements revendiquant le droit de ne pas rembourser la dette en Europe et le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis.

²⁸ Hirschman, A. O. *Exit, Voice and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations and States*, Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts, 1970.

¹ Cet article est composé d'extraits de la première partie, consacrée au domaine de la finance, du livre de Randy Martin, publié de façon posthume, *Knowledge LTD. Toward a Social Logic of the Derivative*, Philadelphia, Temple University Press, 2015, p. 4-5, 51-53, 59-67, 76-78. Les deux parties suivantes du livre développent la logique sociale de la dérivation dans le domaine des médias de masse et de la sphère publique (partie 2, « *Public Quandary* »), puis vers l'analyse de types de mouvements qui se réapproprient, par la chorégraphie des corps (glisse, hip hop, contact improvisation), certains mouvements que la finance promeut au sein de nos modes de collaboration et de rétribution monétaire, qui se trouvent ainsi réinvestis d'un sens de création et de solidarité nouvelles (partie 3, « *De-centered Social Kinesthetics* »). Les notes ont été supprimées. Cette traduction est publiée avec l'aimable et gracieuse autorisation de Temple University Press. (NdT)

été largement interprété comme une crise de la connaissance dans une économie basée sur sa mise en service. En conséquence, l'architecture même qui a rendu lisible notre connaissance du social – la grande trinité qui articule économie, politique et culture – s'en trouve déboulonnée, et toute une série de défis et de possibilités nouvelles émergent de ce champ de ruines. Je m'efforce de prendre au sérieux l'approche proposée par Marx dans sa critique du capital, où il ouvre sa critique de l'économie politique en se demandant ce que le capital dirait s'il pouvait prendre la parole.

On ne se contente toutefois plus aujourd'hui d'attribuer au capital la puissance de la parole; on le présente comme quelque chose qui perçoit, qui touche, qui anime les sentiments et les corps. Une société de la connaissance ne peut donc plus se contenter de connaître. Elle génère aussi nécessairement des modes d'existence qui se déploient en termes d'associations affectives, incorporées, kinesthésiques. Des recherches importantes ont été menées pour intégrer ces autres formes de matérialités dans le domaine de la politique, pour montrer que ce qui était jadis considéré comme privé est en fait profondément impliqué dans ce qui est en réalité public.

Ces contributions à une politique de la valeur ont toutefois été conçues sans prendre suffisamment en compte les formes de valeur auxquelles nous ont familiarisés les conventions de l'économie politique. Mon travail vise à penser cette double relation de la valeur, comme façon de connaître et comme façon d'être, de faire réflexion et de faire corps, d'entrer en dette et d'entrer en association, en explorant ce que je considère être la frontière la plus avancée du capital et de la transformation actuelle de la relation marchande – notamment, celle de la dérivation financière, celle des « produits dérivés » (*the derivative*).

Davantage encore que cela pouvait être le cas de la marchandise durant le XIX^e siècle, les produits dérivés de la finance apparaissent comme des objets magiques ou fictifs, des spectres éphémères et chimériques renvoyant à un monde qui a largué les amarres par rapport à tout fondement de la valeur, un monde qui ne parvient plus à s'orienter sur ce qui est réel, un monde obsédé par tout ce qui est spectaculaire et spéculatif. Et pourtant, en tant que moyens d'attacher en faisceaux [*bundling*] des attributs provenant de valeurs disparates, les dérivations financières détiennent la clé du mode de socialité le plus saillant de notre époque, celui qui rend l'avenir accessible à nos actions présentes, celui qui connecte le lointain avec le proche, celui qui assemble des bouts de matières et de temporalités pour en tirer des gains appréciables, celui qui tend à faire fusionner circulation et production, celui qui aide la connaissance à se couvrir contre l'inconnu grâce à des indices de risques toujours plus élaborés et intriqués, celui qui rend capable de mouvements communs ce qui est déjà mobile, sans pour autant en exiger une unité présupposée.

Les produits dérivés de la finance – ces instruments de gestion des risques qui ont généré des risques ingérables – ont été blâmés pour l'explosion des bulles de notre économie de la connaissance. On entend émaner de tous les bords du champ idéologique des appels à en revenir à la réalité, aux valeurs fondamentales. Mais ce qui manque dans de tels appels, c'est la prise en considération des principes de socialité que cette logique omniprésente de la dérivation financière manifeste parmi nous.

Si les produits dérivés de la finance, en tant qu'expressions quintessentielles d'une connaissance marchandisée, peuvent nous conduire au bord du désastre, ne peuvent-ils pas aussi dévoiler ce qui pourrait ré-émerger des ruines, ce qui est en train de s'assembler parmi nous, révélant ainsi les sensibilités et socialités qui se trament à travers eux pour constituer les vies que nous connaissons actuellement? Le but de mon travail est de pousser aussi loin que possible les limites de nos connaissances, de deviner dans leurs excès même des principes de socialité illisibles sans eux, de les repérer et de les dévoiler en suivant à la trace certaines logiques sociales des dérivations financières.

Qu'est-ce que la dérivation financière?

Les produits dérivés sont généralement décrits comme des instruments techniques de la finance qui ne jouent qu'un rôle accessoire par rapport à l'économie réelle. Le désastre est arrivé, nous explique-t-on, lorsque ces produits dérivés ont débordé de leur lit d'origine pour inonder d'autres terrains. La dérivation financière fait mine de créer quelque chose à partir de rien, permettant à une petite clique de rapaces de profiter de la situation, pendant que les régulateurs détournent le regard.

Ce récit standard soulève de nombreuses questions, à commencer par savoir d'où est venue cette logique de la dérivation financière et pourquoi elle en est arrivée à jouer un rôle prédominant [...] D'un point de vue très général, on parle de dérivation pour désigner une transmission de quelque valeur depuis une certaine source en direction de quelque chose d'autre, un attribut de cette expression originelle qui peut être combiné avec des caractéristiques similaires, un facteur variable qui peut évoluer en harmonie ou en dissonance avec certains autres facteurs.

Dans le sens technique en usage dans les services financiers, les produits dérivés sont définis conventionnellement comme des contrats fixant l'échange d'une certaine quantité d'une certaine chose, à une certaine date future, à un certain prix ayant fait l'objet d'un accord préalable. Par exemple, un fabricant de meubles européen fait des tables qui seront livrées dans six mois à un revendeur nord-américain payant en dollars, pour une facture d'un million d'euros à un taux de change de 1,50€ par dollar. Le fabricant européen risquerait de devoir vendre ses tables à perte si, au moment de les faire traverser l'Atlantique, le taux de change avait évolué du côté d'une appréciation du dollar. Le manufacturier sera donc disposé à payer mille euros pour se garantir le droit de fixer à l'avance le taux de change de sa transaction, afin d'éviter le risque de devoir perdre de l'argent si le taux passait, par exemple, à 1,60€ par dollar. De l'autre côté de l'Océan, l'impact serait renversé pour l'acheteur: il pourrait profiter d'une hausse du dollar, mais il peut aussi préférer se protéger contre une possible hausse de l'euro. L'accord passé pour fixer un certain taux de change fonctionne comme une assurance permettant de se couvrir contre ce risque. À travers un tel accord, le risque – ou la possibilité d'un résultat déviant mais prédictible – est mis à prix sous la forme d'un certain contrat, lequel peut à son tour être échangé et devenir un instrument d'investissement destiné à se couvrir

contre toute une gamme de gains ou de pertes. Dans le cas précis, on aura des contrats dérivés mis en circulation pour des fluctuations du taux de change allant dans les deux sens, basés sur la même vente.

Mais les risques et les occasions de créer des produits dérivés répondant aux diverses éventualités qui émanent d'une seule transaction sont en nombre très grand. Dans notre exemple, la vente des tables peut être sujette non seulement aux fluctuations des taux de change, mais aussi à une annulation possible de la commande, ou à une incapacité de la banque à opérer le paiement. En conséquence, la somme totale de tous les contrats dérivés dépasse de très loin le prix de base des biens qui sont échangés. Au fur et à mesure que les transactions globales se sont multipliées, de plus en plus de types de risques ont fait l'objet de mises à prix – depuis les variations de taux de change et d'intérêts, jusqu'aux variations de températures et de météorologie.

Même si les contrats dérivés relatifs aux prix agricoles ont existé depuis des millénaires, nos produits dérivés actuels sont apparus dans les années 1970, et ont commencé à être échangés formellement, sur des marchés à grande échelle, à partir des années 1990. La quantité des produits dérivés échangés sur des marchés publics est dépassée par celle des contrats de gré à gré (*Over The Counter, OTC*), signés directement entre les parties prenantes. [...] Par-delà l'étendue du phénomène, la question qui se pose est celle de comprendre pourquoi il est analytiquement ou politiquement utile de penser le social à travers le prisme des produits dérivés. On ne pourra en démontrer les différentes résonances qu'au prix d'un travail d'ampleur, mais quelques points provisionnels peuvent déjà être formulés d'emblée.

Premièrement, on pourrait dire que la logique de la dérivation permet d'envisager différemment ce qui est généralement déploré au titre de la fragmentation, de la dispersion ou de l'isolation, pour y reconnaître des façons dont les particularités concrètes – les implications, les engagements, les interventions spécifiques qui se trament à travers nous – peuvent être interconnectées entre elles, sans pour autant devoir apparaître, ni originellement ni ultimement, comme dotées d'une unité de pratique ou d'une perspective de totalité. Deuxièmement, les produits dérivés articulent ce qui se fait à travers le mouvement, ils montrent combien la production émane de la circulation, et ce faisant, ils nous rendent attentifs à la valeur de notre travail dans un contexte de volatilité. Troisièmement, les dérivations financières opèrent par l'intermédiaire d'arbitrages, par de petites interventions qui génèrent des différences significatives, par un risque génératif allant aux devants d'un échec généralisé, mais orienté vers des fins désirées. Afin de reconnaître et de réaliser ces autres types d'avantages qui peuvent émaner d'une élaboration plus accomplie de la logique sociale des dérivations, nous devons commencer par la soustraire aux débris de la conception économiste, qui l'étouffe sous l'étroitesse de sa définition conventionnelle.

Une forme de méta-capital

Alors que ce qu'on décrit habituellement comme *l'économie* nous fait imaginer que le prix est un moment de résolution d'une différence, le produit dérivé opère à partir de conditions d'incertitude générale, comme le porteur d'une persistante contestation de la valeur, contestation où se gouverne la relation entre connaissance et non-savoir² (*nonknowledge*). Telle est la clé de la contribution pionnière de Dick Bryan et Mike Rafferty, dans leur analyse de ce qu'ils appellent «le capitalisme avec produits dérivés», qui pourrait être le résumé de ce qui vient *après* l'économie³. [...]

L'appel de l'économie nous enjoint à revenir à ce qui est vrai, à ce qui est proche de nous, à ce qui joue le rôle de fondement de la valeur. Si la finance opère comme un voile de représentation, alors restaurer l'économie signifie assurer le retour de, et vers, ce qui pourrait être considéré comme réel. Pour Bryan et Rafferty, toutefois, l'idée que cette économie réelle des valeurs puisse être séparée des marchés financiers est contredite par le fonctionnement même des marchés de produits dérivés. Ils observent que les prix sont déterminés sur des marchés d'options et de contrats à terme avant même d'être fixés dans des marchés en liquide. L'opération cruciale effectuée par les produits dérivés consiste à attacher l'avenir au présent par l'intermédiaire de toute une gamme d'opportunités contractuelles, et de rendre ainsi mutuellement commensurables différents types de capital à travers une disparité de lieux, de secteurs et de caractéristiques.

Les produits dérivés fournissent ainsi une partie de la fonction d'ancrage que la souveraineté monétaire avait fondée jadis sur les standards de l'or ou du dollar. Ils introduisent une mesure de convertibilité des prix, hautement dynamique mais compréhensive, à travers le temps et l'espace, qui constitue une forme de *méta-capital*. En ce sens, ils élaborent et transforment un processus d'abstraction et de re-calibrage des instances et des capacités concrètes de production, en les élevant à des conditions d'échange universel, opération que Marx identifiait jadis à l'accumulation des marchandises comme telles.

Toutefois, si les marchandises apparaissaient comme instaurant une unité de richesse capable d'abstraire des parties en un tout, les produits dérivés instaurent un processus encore plus complexe, par lequel les parties perdent leur unité de parties, mais se trouvent elles-mêmes continuellement désassemblées et ré-assemblées, au fur et à mesure que différents attributs sont attachés les uns aux autres en faisceaux, et que leur valeur nominale en arrive à excéder l'ensemble de l'économie qui était jadis censée résulter de leur somme. Des déplacements d'échelle, du concret vers l'abstrait ou du local vers le global, ne se résument plus seulement à des questions extrinsèques de métrique d'équivalence. Ils sont désormais internes à la circulation des faisceaux d'attributs que les transactions dérivées multiplient et mettent en mouvement. [...]

² La notion de *nonknowledge* chez Randy Martin est inspirée du *non-savoir* de Georges Bataille. (NdT)

³ Dick Bryan & Mike Rafferty, *Capitalism with Derivatives: A Political Economy of Financial Derivatives, Capital and Class*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2006.

La chaîne de montage du capitalisme industriel rassemblait tous les inputs en un seul endroit, pour construire une marchandise étroitement intégrée qui était davantage que la somme de ses parties. L'ingénierie financière a renversé ce processus : elle désassemble une marchandise entre ses divers constituants et entre ses éléments variables, avant de disperser ces attributs pour les rattacher en faisceaux avec des éléments d'autres marchandises, selon les intérêts d'un marché orienté globalement vers la gestion du risque des échanges. Chacune de ces parties peut être mise en mouvement pour être ré-assemblée selon son attribut de risque, de telle sorte qu'elles prennent plus de valeur par leurs opérations de dérivation que par leur statut de marchandise individuelle, dès lors que la dérivation sert de levier pour d'autres achats d'instruments de crédit. En abstrayant le capital de son propre corps, en le découpant en aspects plus ou moins productifs qui peuvent être appliqués sur des gains ou des pertes, en dépossédant tout capital donné de ces attributs qui sont pourtant du plus grand intérêt pour les agrégations de formation de richesse ou de termes de l'échange (comme les taux de changes ou les taux d'intérêt), les produits dérivés de la finance font subir au capital lui-même ce que le capital avait fait subir aux formes concrètes de l'argent et des conditions de production, comme la main-d'œuvre, les matières premières ou les bâtiments de l'usine.

Le règne de la contestabilité

En même temps que les produits dérivés fonctionnent comme une forme d'argent échangeable globalement, ils fracassent aussi la distinction entre argent et capital. Simultanément, toutefois, ils rendent disponibles à des processus d'accumulation de capital ce qui pourrait être considéré comme les nouvelles matérialités des idées et des perceptions, de la météorologie et de la guerre, des bouts de code arrachés aux télé-technologies ou à l'ADN, depuis la microscopique jusqu'au cosmique. Si les produits dérivés exigeaient jadis une source de valeur sous-jacente – une marchandise physique, comme une récolte ou des produits animaux, dont la livraison était attendue comme fondement des termes de l'échange – ce type de produit financier peut désormais être distillé à partir des futurs gains potentiels d'un chanteur, ou d'une attaque de tornades qui ne frapperont peut-être jamais nulle part, ou de nouveaux médicaments qui risquent bien de ne jamais recevoir l'autorisation à être administrés à des patients. Quelles que puissent être leurs sources hétérogènes ou leur réalisation finale, tous les types de production, jusqu'alors localisés ici ou là, peuvent désormais être convertis en profils comparables de risques variables – ce qui permet du même coup d'inscrire toutes ces sources potentielles de valeur dans des schémas complexes de représentations par les prix rédigés dans les termes de contrats financiers.

Et pourtant, bien entendu, malgré leur énorme capacité à intégrer une conception toujours plus large de ce qui peut être considéré comme une source de valeur, et malgré leur virtuosité dans la représentation sous forme de prix de phénomènes s'étendant sur de grandes distances d'espace ou de temps, les produits dérivés de la finance ne parviennent à assurer ni un équilibre des valeurs, ni une stabilité des prix. Leurre de la métaphore du « système » tient à ce que les relations entre les parties et le tout sont postulées connues à l'avance, sur l'hypo-

thèse que chacune de ces parties conserve son intégrité, qui fixe sa position, son intérêt et sa contribution propres. Les produits dérivés, tout au contraire, désassemblent et attachent en de nouveaux faisceaux les attributs des marchandises, annulant par là même la présomption de fonctionnalité sur laquelle la métaphore de la machine systémique est fondée. Dès lors que les prix sont formés par des mécanismes de marchés à termes, à options ou à swaps, ces prix sont toujours traités comme étant non seulement provisionnels, mais aussi toujours falsifiables. À chaque instant donné, quelqu'un d'autre pourrait toujours faire mieux – et quelqu'un finit effectivement par faire mieux. Soumettre le monde à la logique de la dérivation financière, c'est faire comme si aucune transaction n'était jamais finale, comme s'il y avait toujours un potentiel réalisable globalement pour une performance encore améliorée. [...]

Les produits dérivés ne se contentent pas d'augmenter l'opacité au fur et à mesure qu'ils rendent les rapports de propriété de plus en plus diffus ; ils exacerbent aussi la volatilité en amplifiant les risques. Dans les deux cas, ils convertissent ce qui était connu, et endiguable dans son impact, en quelque chose qui se trouve être de plus en plus dispersé, conflictuel, et inconnu. Plutôt que d'assurer un ancrage dans un idéal de valeur sous-jacente ou fondamentale, le prix se voit contesté à chaque moment de son articulation.

La dérivation financière opère comme un medium d'exacerbation de cette contestation ouverte et incessante. En faisant mine de gérer une couche de circonstances de risques, les produits dérivés accouchent d'une manufacture hyperactive de conditions de risques, dans la mesure où ils traitent la volatilité, qu'ils produisent eux-mêmes, comme leur horizon général d'opportunité de profits. L'incessante comparaison en quête infinie de meilleures opportunités rend les négociations interminables, faisant du partenaire du moment un antagoniste l'instant d'après, faisant de chaque signe de mouvement l'objet d'une anticipation angoissée.

Comme Bryan et Rafferty l'ont pertinemment observé, « les produits dérivés sont des vecteurs de contestabilité. Ils jouent ainsi un rôle crucial dans le lien entre argent, prix et valeur fondamentale, non pas parce qu'ils détermineraient *effectivement* les valeurs fondamentales (puisque'il ne saurait y avoir de vérité en la matière), mais parce qu'ils constituent la façon dont le marché juge et perçoit la valeur fondamentale. Ils transforment la *contestabilité* de la valeur fondamentale en une marchandise échangeable. Ce faisant, ils fournissent au marché un repère, un benchmark, pour assigner une valeur inconnaisable en elle-même.⁴ »

Ce qui est au cœur de cette analyse, c'est la relation entre contestabilité et inconnaisabilité. C'est en effet la volatilité auto-générative qui crée une mesure pour ce qui ne peut être connu. Un benchmark, c'est un point de référence fourni après coup, qui se trouve traité comme intentionnel, en tant que cible à viser sur la base de quelque chose qui est déjà arrivé – autant dire qu'il s'agit d'une conversion momentanée d'une inconnue en une mesure intenable. La dérivation financière opère comme une sorte de navette entre, d'une part, les facteurs de risques particuliers qu'elle attache en faisceaux et, d'autre part, le reflet général d'une performance optimisée du marché tenant lieu d'horizon imaginaire sous lequel est considérée la mesure. Tout au contraire de la relation fixe entre parties et tout qui informe

⁴ Bryan & Rafferty, *Capitalism with Derivatives*, op. cit., p. 37.

la métaphysique du système, la dérivation financière opère comme le mouvement qui tisse le va-et-vient entre ces polarités rendues instables par le fait même de la contestation d'un prix adéquat et d'une valeur fondamentale – qui est aussi un va-et-vient entre la vérité de la marchandise et celle du marché, que l'économie s'efforçait de tenir attachées l'une à l'autre.

La contestabilité n'est toutefois pas seulement ce que le capital se fait subir à lui-même. Elle se trouve également réinscrite dans les pressions managériales imposées pour tirer toujours plus de productivité des performances de la main-d'œuvre. De ce point de vue, le travail se trouve partout et à tout instant soumis à un point de référence, ou à un benchmark, provenant de ce qui est désormais traité comme un standard global d'indicateurs d'un marché général.

La dérivation financière, réémergence du social et du non-savoir ?

Dès lors que nous commençons à comprendre que la dérivation financière n'est pas simplement un objet économique qui devrait et qui pourrait être réglementé par un corps politique qui lui serait extrinsèque, mais qu'elle constitue une figure intrinsèque de la capacité régulatrice elle-même, nous sortons de la structure binaire qui fonde l'économie. Bien loin de réaliser le fantasme d'une économie qui se gouvernerait elle-même par une main invisible, les opérations régulatrices intrinsèques à la production et à la circulation de la valeur sont traversées de part en part de conflits, de contestations et d'affirmations de pouvoir – soit de cela même qu'on relègue généralement à la sphère du politique. Dès lors que les produits dérivés sont des vecteurs essentiellement politiques, et non seulement dans le sens étroit où ils déboucheraient sur des désaccords ponctuels, alors les fonctions d'intégration associées à la gestion économique des populations tendent aussi à se dissiper. La mise au premier plan des cas extrêmes (*fat tails*) et des singularités (*outliers*), des stars et des vainqueurs-qui-empportent-tout, rend difficile de soutenir l'illusion d'optimisateurs rationnels menant le jeu de la finance. L'endroit d'où le consensus peut émerger en rassemblant les participants de la société civile, habituellement conçu selon la logique économique d'un marché bien équilibré et bien huilé, devra lui aussi être repensé comme un espace d'affrontement entre exclusions, critiques et contestations.

Si le risque et l'incertitude ne peuvent plus se distribuer selon la séparation entre économie et politique, alors nous aurons aussi à repenser les interactions entre, d'une part, le domaine censé improductif du non-savoir et, d'autre part, la vision glorieuse d'une connaissance érigée en maximisation de l'utilité économique. Tandis que de telles oppositions binaires se trouvent débouloonnées, la dérivation financière fait davantage que pointer du doigt des cadres d'analyse revigorés par la réémergence d'une économie *politique*. Même si ce retour à la politique est certainement important, la dérivation financière pointe surtout du doigt un troisième terme, qui se trouve systématiquement réprimé dans les conceptions actuellement dominantes de l'individualisme possessif réalisé à travers la participation au marché – le troisième terme du *social*.

La dérivation financière résout certains des défis de liquidité ou de flux de revenus posés par ce qui a pu être conçu comme un bien public. La connaissance, qui était définie jadis comme un bien non-exclusif et non-rival – un bien qu'il était réputé difficile de traiter comme une pure marchandise susceptible d'un prix discret – la connaissance se voit désormais elle-même convertie en événement imprévu, en impondérable, en *contingency*, susceptible d'être vendue et achetée selon ses propres termes. Les produits dérivés ont le double effet paradoxal de permettre de mettre un prix à l'incertitude – en ce sens qu'ils traitent l'avenir inconnaissable comme une série de développements possibles, sur lesquels on peut agir dans le présent – tout en rendant indéchiffrable la distinction entre risque et incertitude. L'opacité, la volatilité et le non-savoir constituent des obstacles, non seulement à la prise de décision contrôlée, mais aussi aux conditions générales de production et de possibilité d'une telle prise de décision.

Dérivation financière et décolonisation

On l'a vu, les produits dérivés renvoient non pas à une relation fixe entre les parties et le tout, mais à une collection d'attributs qui se trouvent assemblés dans un rapport à d'autres caractéristiques des corps, à des variables ou à des conditions environnementales qu'ils rencontrent. Alors même que les produits dérivés se formulent dans un vocabulaire de développements futurs et de prévisions, selon une grammaire d'anticipation de l'avenir à partir de différences significatives pouvant donner prise à une action dans le présent, l'acte consistant à attacher ensemble en faisceaux un certain nombre d'attributs évoque une orientation latérale, un mouvement de côté plutôt que vers l'avant, mouvement qui est un effet de phénomènes d'intercommensurabilité.

Si nous avons à situer ce type de mouvement et de géographie en termes historiques, nous devrions reconnaître les protocoles de la finance, de la gestion du risque, de la titrisation, de la sécurisation et de la dérivation financière, qui ont émergé dans les années 1980, comme la conséquence de décennies (ou plus exactement de siècles) de luttes relatives à la colonisation et à la décolonisation. Loin d'être une rupture soudaine ou une cassure, loin d'être un nouveau commencement (du post-fordisme, du néolibéralisme, d'un nouvel ordre du monde, et autre 11 septembre, pour ne reprendre que quelques-unes des ruptures généralement agitées sous cette bannière), la logique sociale de la dérivation financière a pris beaucoup de temps pour se développer, même si sa consolidation récente a procédé très rapidement.

La colonisation est un processus consistant à attacher et limiter (*bounding*) une population, à effacer son contenu propre, pour lui imposer une forme d'attachement (*binding*) administrée par la force de relations de possession et de propriété. Dans sa définition la plus générale, la décolonisation consiste à faire violence à cet attachement limitatif, à cette limite d'enfermement (*boundary*), à la déplacer, à la reconfigurer. (Il serait bien entendu naïf de suggérer une simple « liberté » envers tout état de limite et d'attachement.)

À en croire les critiques de la colonisation, tels que Frantz Fanon, s'attaquer à cette limite d'enfermement permet à des voix jusqu'alors étouffées ou non-écoutées de se

faire entendre pour dénoncer un processus de civilisation qui ne reconnaissait antérieurement qu'un seul locuteur. Du point de vue de celles et de ceux qui méritaient d'être écoutés, du point de vue de ce qui pouvait prétendre au statut de connaissance ou de ce qui était disqualifié comme rebut, cette condition décolonisante était elle-même la source d'un excès de ce qui est appelé ici « non-savoir ». En Occident, ces expressions ont été étiquetées comme relevant de « l'identité » ou du « multiculturalisme ». Dans tous ces cas, un certain attribut de la personne (la race, le genre, la sexualité, les capacités corporelles) se trouvait substitué au tout de la personne individuelle, ou d'une masse, ou d'une nation, ou d'une société. (...)

Un nouvel imaginaire politique?

Bien davantage qu'une crise économique, ce qui s'est imposé au lendemain du *bailout* de l'effondrement financier, c'est le spectre d'une crise de l'économie elle-même. L'économie s'est révélée incapable d'opérer son geste constitutif d'exclusion de la politique comme domaine séparé, incapable d'intégrer une population nationale dans un sentiment commun d'appartenance, unie par un intérêt commun poursuivi grâce à des connaissances appliquées de façon partagée. Le champ appelé « économie » voit désormais son unité et son intégrité se déliter.

Les produits dérivés ont émergé de cette fissure, rendant le politique inséparable de la création de richesse, désintégrant l'unité apparemment donnée aux populations nationales, tout en ouvrant d'autres perspectives pour d'autres associations mutuelles. Les produits dérivés jouent désormais un rôle croissant dans l'orientation de la production et des échanges; ils réorientent aussi notre compréhension et notre sensibilité envers ce qui nous rassemble, ainsi qu'envers la richesse qui émane de nos travaux communs.

L'économie pinaillait sur des questions d'inégalité, qui manifestaient l'existence d'un surplus social, en invoquant des mécanismes d'alignement ou de division de possession de soi et de propriété. Par la vertu de leurs meilleures décisions, nous disait-on, les riches avaient davantage, et ce surplus leur appartenait de plein droit. Les produits dérivés opèrent une dépossession de soi et de toute propriété. Ils redistribuent les entités individuelles en faisceaux d'attributs partagés, ils fécondent le présent grâce à la collection de richesses nécessaires à transformer le monde.

L'économie promettait la richesse, tout en naturalisant la rareté. Les produits dérivés instaurent une richesse déjà à portée de main, dès lors qu'on la dote de l'investissement adéquat et d'un bon sens du retour sur investissement – et c'est une richesse qui promet d'enlever toute nécessité à la rareté. L'argent est là, la mutualité est déjà donnée; les moyens de faire ce qui est désiré sont à portée de main. Voilà le nouvel imaginaire politique dont les produits dérivés sont potentiellement les augures, selon ce qui émergera de la foire d'empoigne à mener contre une économie en décadence.

Traduit de l'anglais (États-Unis) par Yves Citton

